Jacques Krynen

Aristotélisme et réforme de l'Etat, en France, au XIV^e siècle

On sait l'accueil passionné fait à la Politique au cours du dernier tiers du XIII^e siècle. Traduite en latin par Guillaume de Moerbeke, mise à la portée d'un large public grâce aux commentaires d'Albert le Grand, de saint Thomas et de son continuateur Pierre d'Auvergne, la philosophie politique du Stagirite renouvelle aussitôt l'intelligence de la vie collective¹.

Engagés dans les débats de politique interne ou externe, théologiens et philosophes vont très vite démontrer le souci d'exploiter la source nouvelle. Revendiquant avec force le patronage du «divin» Aristote, ils lui empruntent surtout les arguments et les théories les plus propices à la défense de leurs thèses. Passé le temps de la découverte et des premiers commentaires, il était fatal que la «science de politiques» s'offrît aux adaptations nationales, ou aux utilisations partisanses, et que l'aristotélisme progressât au prix d'inévitables rétrécissements et de déformations plus ou moins conscientes de la pensée du maître.

La France n'échappe pas à ce phénomène et on est même frappé par sa précocité. Pierre d'Auvergne s'éloigne manifestement de l'intentio Aristotelis quand il commente les passages de la Politique relatifs à la royauté, Gilles de Rome s'avère très sensible à l'exemple français de monarchie héréditaire, et Jean de Paris se montre ardent en pleine querelle bonifacienne à extraire de son modèle de quoi justifier l'autonomie de la puissance temporelle et l'excellence du régime monarchique². L'implication des universitaires parisiens dans les affaires publiques à partir de Philippe le Bel³ va accentuer la tendance à puiser dans la philosophie nouvelle des réponses aux questions que soulève la marche des pouvoirs. Je voudrais ici montrer combien les intellectuels français ont mis à profit Aristote à partir du milieu du XIV^e siècle pour apporter des solutions concrètes à la crise qui secoue alors le royaume.

Dans ce royaume en butte à l'interventionnisme croissant du pouvoir central, de plus en plus malmené dans ses traditions et privilèges par une bureaucratie d'administrateurs et de juges, il est une idée qui domine le débat politique: l'idée de réforme. La

¹ *Georges de Lagarde*, La naissance de l'esprit laïque au déclin du Moyen Age, notamment le tome II: Secteur social de la scolastique (Louvain-Paris ²1958) 9-50.

² *Thomas Renna*, Aristotle and the French Monarchy, 1260-1303, dans: *Viator* 9 (1978) 309-324.

³ *Sophia Menache*, La naissance d'une nouvelle source d'autorité: l'Université de Paris, dans: *Revue Historique* 268 (1982) 305-327.

«reformatio regni» avait surgi comme une exigence de l'opinion dès le règne de Louis IX, et n'avait eu de cesse que d'être entretenue ensuite par la voix des Etats généraux et des assemblées locales. C'est leur protestation régulière qui provoquait la réitération des ordonnances solennelles de «réformation». Mais comme les promesses trahies, les engagements non tenus et le retour en force des officiers un moment évincés constituaient toujours le lot habituel des lendemains d'entente, la réformation du royaume était toujours d'actualité, et plus que jamais, au lendemain du désastre de Poitiers (19 septembre 1356)⁴.

A cette date, rien de ce qui touche à la défense et au relèvement du royaume ne peut se faire sans l'intervention des Etats généraux. Profitant du vide politique, et de la captivité du roi, les députés de la langue d'oïl tentent de prendre en main la direction des affaires⁵. L'idée de réforme, dès lors, ne se réduit plus à la correction des abus des agents royaux, avec espoir de retour aux libertés et coutumes du temps mythique de saint Louis. L'essai de mise en tutelle du gouvernement par les Etats pose au grand jour la question du fondement et des limites du pouvoir monarchique, de ses rapports avec la représentation des sujets. Dans ce contexte éminemment troublé, de crise de l'Etat et de contestation des formes contemporaines du pouvoir, il n'y a plus de place pour une réflexion politique spéculative.

Il revient à R. Cazelles d'avoir montré combien le programme des réformateurs de 1356–1358, établissant le contrôle du conseil du roi, du gouvernement et de l'administration par les assemblées, a recueilli l'adhésion des intellectuels, pas seulement le soutien de la bourgeoisie de la capitale et de quelques bonnes villes⁶. Des hommes capables de concevoir une «constitution politique» figuraient parmi les députés. Les documents d'archives laissent entrevoir que les sessions ont pu être non seulement dominées par des orateurs habiles ou ambitieux, mais aussi par des «gens de conscience», «de grant sapience». De fait, on connaît les noms des trente-quatre membres ayant participé à la commission restreinte nommée par l'assemblée d'octobre 1356. Elle reflète une délégation du clergé riche en maîtres ès-arts ou en divinité. Surtout, il apparaît que les villes choisissent souvent des gradués de l'université, voire même des membres du clergé universitaire, pour les représenter. Ce procédé ne doit pas surprendre. Elles ont besoin pour être entendues de représentants instruits, respectés pour leur science, rompus aux ressources de la dialectique et ayant l'expérience des débats. Que les universitaires ou les députés passés par l'université, juristes, artiens et théologiens, aient pesé de tout leur poids et imposé leur marque aux délibérations est une chose certaine. En raison d'une insuffisance documentaire, il est difficile d'apprécier l'impact exact des théories politiques en vogue sur les décisions des Etats. Mais le vocabulaire employé laisse deviner l'imprégnation des conceptions contemporaines de la représentation et du consentement des administrés. Le Journal des Etats généraux réunis à Pa-

⁴ *Raymond Cazelles*, Une exigence de l'opinion depuis saint Louis: la réformation du royaume, dans: *Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France* 1962–1963 (Paris 1964) 91–99. Du même, *Etienne Marcel* (Paris 1984).

⁵ *Raymond Cazelles*, *Société politique, noblesse et couronne sous Jean le Bon et Charles V* (Paris 1982) 229 et suiv.

⁶ *Ibid.* 302–303.

ris au mois d'octobre 1356 insiste sur la «science», la «sagesse» et l'«autorité» des députés, sur la variété de leur origine géographique aussi, ce qui leur vaut, mieux que quelques créatures du gouvernement, de conseiller «sainement» le dauphin. Assurément, c'est le principe de la «major et sanior pars», issu du droit savant, et légitimant la prise de décision, qui transpire ici. Ailleurs, les requêtes insistent sur l'unanimité instaurée entre les ordres («sans nul excepter»), ou entre les «saiges hommes» qui «tous ont esté d'un accord», ce qui fait référence au principe fondamental et connu de longue date pour justifier la tenue d'assemblées ecclésiastiques ou laïques: «Quod omnes tangit ab omnibus tractari et approbari debet». On remarque aussi ce type d'expression: «car elle (la levée de l'impôt) se ferait de volonté de peuple et de consentement commun»⁷.

«Voluntas populi», «consensus communis», ces notions avaient place dans les codifications du droit civil et canonique. Mais comment ne renverraient-elles pas aussi à la science politique d'Aristote, découverte depuis quelques décennies, et qui œuvrait puissamment à leur renforcement? Car la pensée du Stagirite n'a pas eu pour seul et immédiat effet d'accélérer le mouvement doctrinal de relégation de la souveraineté de l'Eglise au domaine spirituel. Saint Thomas et ses épigones avaient provoqué un autre retournement à la pensée politique en ne définissant et en ne justifiant l'autorité temporelle qu'en regard de la communauté des sujets. L'étude de la Politique leur avait fait découvrir les interrelations qui se nouent au sein des différents régimes entre le chef et les membres. S'ils en conclurent que le regnum était la forme idéale de la vie collective, ils lui appliquèrent ce faisant ce que le maître disait de la cité: «le royaume est le régime de la multitude parfaite ordonnée au bien commun sous le gouvernement d'un seul.»⁸ Tout en soulignant la nécessaire prééminence du rex, les philosophes moraux avaient cessé de concevoir celui-ci à la manière d'un dominus pour le considérer tel un «représentant» ou un «délégué» de cette communauté l'ayant mis en charge du bien commun. Délaissant la vision hiérarchique de l'autorité, augustinienne ou impériale, où le souverain surgissait comme une donnée imposée à la communauté, théologiens et philosophes avaient appris avec Aristote à examiner les structures de la société politique, à dégager les règles d'une «communication civile» devant permettre de coordonner les parties au tout. Constamment reliée à la personnalité du groupe, populus, multitudo ou communitas, l'image du prince perdait de son caractère sacré, et la réflexion politique s'orientait vers la préservation des droits collectifs. Sans attendre, relayant les commentaires et les premiers traités doctrinaux d'inspiration aristotélicienne, la littérature quodlibétique familiarisait le public universitaire avec quelques interrogations situées à la charnière du droit monarchique et du droit populaire: vaut-il mieux être gouverné par de bonnes lois que par un bon prince? Ce prince peut-il imposer les sujets sans leur consentement? Doit-on résister au tyran ...?⁹

⁷ R. Delachenal, Journal des Etats généraux réunis à Paris au mois d'octobre 1356, dans: Nouvelle revue historique de droit français et étranger 24 (1900) 452-453 et 457.

⁸ Jean de Paris, De potestate regia et papali, ch. 1, cité par G. de Lagarde, La naissance III: Le Defensor pacis (Louvain-Paris 1970) 88.

⁹ G. de Lagarde, La naissance II 189-197.

Le support intellectuel des événements de 1356–1358 ne fait aucun doute¹⁰. On voit mal comment, spécialement les maîtres ès-arts et (ou) en théologie de l'Université de Paris, tous ces gens de «grant sapience» du parti des Etats, les Robert de Corbie, les Grimer Boniface, les Jean de Santhonay, Simon de Langres, Raymond de Salgues, Pierre d'Allouagne, Aleaume Boistel ..., n'auraient pas brandi lors des débats quelques slogans ou développé quelques principes de théorie politique susceptibles de conférer à leurs revendications une consistance et une légitimité assez fortes. Comment ne pas utiliser l'immense répertoire d'idées communautaires pour plaider la cause d'une assemblée représentative dont ils étaient, sinon les principaux animateurs, du moins les orateurs très écoutés? En ce milieu du XIV^e siècle, Aristote avait toutes les chances d'alimenter une actualité politique mettant aux prises des députés bien décidés à faire aboutir une réforme de l'Etat sans cesse remise sur le chantier, et une monarchie soudainement affaiblie au terme de plusieurs décennies de montée en puissance.

Le grand théologien Nicole Oresme devait l'illustrer abondamment. Son «Traité des monnaies», contemporain des événements parisiens, ne peut être compris qu'à la lumière de l'expérience réformatrice tentée par les Etats. Rédigé sous la pression directe de l'actualité politique, l'auteur enregistre la protestation populaire contre les divers procédés de mutations monétaires, et si son traité s'est imposé comme un ouvrage pionnier dans le domaine des théories économiques, il n'en revêt pas moins les caractères d'un *factum* destiné à inspirer les résolutions des députés, ou à les justifier au dehors¹¹. Oresme y rompt totalement avec la conception domaniale de la monnaie et, le premier, tire franchement toutes les conséquences de l'explication aristotélicienne de l'origine du numéraire pour évacuer de cette matière le droit de propriété du prince. A l'encontre d'une tradition juridique arguant d'un abandon au monarque de la souveraineté populaire, Oresme oppose une conception de la monnaie acceptée par le consentement de tous, la communauté ne pouvant sans violence ou sans fraude se dépouiller de ses droits. Il importe, face à «aucuns menteurs, flateurs et faulsaies traistres à la chose publique», de faire valoir «les raisons d'Aristote» qui fondent la supériorité de la communauté sur le prince. Celui-ci n'est pas «propriétaire et seigneur de la monnaie courant en sa principauté et seigneurie». De droit naturel, la monnaie appartient à la communauté et aux personnes singulières. En s'attribuant la liberté de la muer, le roi ne se contente pas d'user de ce qui ne lui appartient pas. Il agit tel un faussaire ou un usurier. «Nulle mutacion de monnoie (...) n'est à estre faicte de la seulle auctorité du prince et souverainement.» «Ceste chose appartient à la seulle communauté d'en discerner et déterminer, si elle se peult et doit faire, et quant, et comment, et jusques à quant (...); et c'elle commectoit ceste chose au prince faire, par raisonnable mutacion (...), le prince ne feroit pas ceste chose comme principal acteur mais comme executeur de l'ordonnance publique.» L'influence d'Aristote se fait encore pleinement sentir lorsque Oresme affirme avec véhémence qu'un prince qui ne se résout pas à conserver

¹⁰ Voir les travaux de R. Cazelles susmentionnés. Egaleme^{nt} Jacques Krynen, *Entre la réforme et la révolution*: Paris 1356–1358, dans: *Les révolutions françaises*, F. Bluche et S. Rials éd. (Paris 1989) 99 et suiv.

¹¹ E. Bridrey, *La théorie de la monnaie au XIV^e siècle*. Nicole Oresme (Paris 1906) 45 et suiv.

stable la monnaie est un tyran, et que la tyrannie qu'il voit peser sur le royaume de France, «ne peut longuement durer»¹².

La promotion d'Oresme à la tête du prestigieux collège de Navarre (3 octobre 1356) était déjà révélatrice de son engagement réformateur. Avec le «Traité des monnaies», il prouve à quel point les grands représentants de l'Université étaient disposés à apporter au mouvement une caution morale et un support intellectuel indispensable. Pour autant, Oresme n'est pas allé jusqu'à se compromettre dans la déroute des événements, et il dut, dès la fin de l'année 1357, participer de la réaction générale qui rejeta l'alliance de la faction parisienne avec le parti navarrais, et les violences qui suivirent. Mais il est très remarquable qu'en se détournant des solutions extrêmes, il ait été incité, avec bien d'autres hommes de réflexion, à se regrouper autour du dauphin Charles. Tout démontre que les universitaires qui se sont ralliés au Valois aient alors poursuivi auprès de lui leurs plans de réforme, comme si la tournure des événements n'en avait que provisoirement retardé la mise en œuvre. Signalé dès novembre 1359 comme secrétaire du roi, Oresme devient ensuite le conseiller puis le chapelain de Charles V. Signe d'une audience grandissante, il se voit confier par le «roi lettré» la tâche de traduire en langue vernaculaire et de commenter les *Economiques*, l'*Ethique* et la *Politique* d'Aristote¹³. Cet immense travail, dont les résultats sur la diffusion de l'aristotélisme en France n'ont fait l'objet d'aucune étude approfondie, lui donne l'occasion de réactiver l'idéal de réforme et plus encore de le doter d'une armature doctrinale des plus solides. L'on a pas encore suffisamment souligné combien ses longues et passionnantes gloses sur la *Politique* attestaient la volonté, malgré l'échec des Etats, de voir survivre, et aboutir, un programme auquel les théologiens de la capitale avaient apporté un concours actif¹⁴. Si les excès d'Etienne Marcel ont dévoyé le mouvement réformateur, Oresme se refuse néanmoins à laisser le champ libre à l'absolutisme. Pour lui, le problème des droits de la communauté reste posé sous Charles V. Le roi a voulu «pour le bien commun» faire traduire en français les livres moraux d'Aristote, «afin que il et ses conseillers et autres les puissent mieulx entendre». Pour l'auteur contestataire du «Traité des monnaies», l'occasion est bonne. A partir de l'analyse aristotélicienne des bons régimes et des communautés parfaites, notre théologien se mue en philosophe politique et forge le modèle qui doit pouvoir s'inscrire dans les frontières de son pays. La dimension de ses gloses variera selon l'intérêt national du sujet. Pour la première fois, en France, la «science de politiques» du Stagirite, «la meilleure science mondaine qui puisse estre», est systématiquement interprétée en fonction des réalités et préoccupations de l'époque. En matière de politique civile, son commentaire porte constamment la marque de l'expérience réformatrice récente.

¹² Ed. *M. L. Wolowski* (Paris 1864) ch. 25 et 26.

¹³ Cf. *A. D. Menut*, *Le livre de Politiques d'Aristote* (Transactions of the Am. Philos. Soc., n.s. 60, part. VI, Philadelphie 1970). La traduction et le commentaire de la *Politique*, entrepris en 1371, furent achevés en 1374.

¹⁴ L'impact des événements de 1356-1358 sur la pensée oresmienne semble avoir également échappé à *S. M. Babbitt*, *Oresme's Livre de Politiques and the France of Charles V* (Trans. of the Am. Philos. Soc., n.s. 75, part. I, Philadelphie 1985).

Dans le «*Traité des monnaies*», non seulement Oresme faisait écho au «murmure» des sujets, mais il mettait en garde la royauté: «le peuple gallican ne s'accoustume à subjection servile.» A persister dans ses manipulations monétaires dévastatrices, le Valois pourrait bien perdre son royaume... Dans le commentaire sur la Politique, la sédition est appréhendée comme «une forte question». Une longue définition en énumère les diverses formes, en indique les enjeux et les finalités: «Sédition, si comme il me semble, est conspiration ou conjuration ou commotion ou division ou dissension ou rebellion occulte ou manifeste d'un membre ou partie de la cité ou de la communauté politique contre une autre partie; si comme seroit de gens séculières contre gens de Eglise ou de povres contre riches ou de non-nobles contre nobles ou d'un lignage ou d'un mestier ou d'une société contre autre ou d'aucuns subjects contre les princes ou d'une partie d'un ost contre autre. Et est communement faicte afin de mutation de gouvernement et de policie ou de seigneurs ou afin de venjançe.» Cette définition, probablement la première du genre, fait fidèlement écho à la variété des tensions sociales et aux accès contemporains de violences collectives. On observe également qu'elle est exempte de connotations morales, comme si l'approche de la sédition se voulait ici de nature scientifique, inscrite dans la problématique aristotélicienne de la «conservacion des polities». Mais comment le souvenir de la «révolution parisienne» n'aurait-il pas orienté la réflexion du conseiller de Charles V? Il est difficile de ne pas le supposer, tant sa manière de traiter le dossier tranche avec les habitudes.

Alors que depuis saint Thomas les adeptes du Stagirite avaient pour le moins manifesté d'extrêmes réserves sur l'obéissance due aux mauvais princes, Oresme se refuse à reconnaître un quelconque bien-fondé à la sédition. Contre Pierre d'Auvergne, dont il cite un passage du commentaire sur la Politique l'envisageant «raisonnablement», il tire à lui une bonne dizaine de citations scripturaires pour déclarer que «nul ne doit faire ne mouvoir sédition pour quelcunque bien qui peut ensuir». «Et ce est vérité selon philosophie moral», s'empresse-t-il d'ajouter. Ainsi le voit-on discuter les passages d'Aristote qui évoquent le problème, et en retourner les perspectives pour conclure: «Or appert donques par raison et par Aristote et par la Sainte Escripture que sedition ne est pas lisible et pour queles causes».¹⁵ En d'autres endroits de son livre, Oresme confirmera sa position sur le sujet. Il est frappant de constater qu'un auteur aussi informé ait laissé de côté la distinction couramment admise entre tyrannie d'exercice et tyrannie acquisitive. Juge-t-il encore fragile dans l'opinion la légitimité du Valois? Il est encore frappant de le voir réfuter l'argument si répandu selon lequel la «divinité» du bien commun peut exiger le recours à des moyens exceptionnels pour sa défense, et, lui qui méprise tant les légistes¹⁶, arguer des lois romaines de la lèse-majesté, faire au surplus observer que les «innombrables exemples» de séditions fournis par l'histoire «sunt sans auctorité ordinaire, sans ordre de justice et sans procès de droit».

Voilà une glose, des plus denses, propre à tranquilliser un Charles V ayant eu à l'époque de sa régence à affronter le soulèvement de la rue, et qui en avait réchappé

¹⁵ Ed. A. D. Menut 203–205.

¹⁶ Jacques Krynen, Les légistes «idiots politiques». Sur l'hostilité des théologiens à l'égard des juristes, en France, au temps de Charles V, à paraître dans: *Mélanges de l'Ecole Française de Rome* (Colloque Théologie et Droit dans la genèse de l'Etat moderne).

que de justesse. Moins de vingt ans après les événements parisiens, il importait en tout cas à Oresme, qui, témoin d'une expérience concrète de résistance au pouvoir s'était avec tout un parti universitaire refusé aux voies extrêmes, de contrecarrer une réflexion d'école dont le zèle tout intellectuel se plaisait à examiner les cas et les modalités théoriques de déposition du tyran. Pour en avoir vécu les implications, il sait «que sédition ne peult communelment estre mise a effect sans grans malz». Sa crainte des «populaires» et son rejet de la violence apparaît encore dans sa critique du démagogue (à défaut d'Etienne Marcel il cite Jacques d'Artevelde), «qui par adulation ou flatterie demeine le menu peuple à sa volenté et qui les esmeut a rébellion contre les princes ou le prince»¹⁷.

La sédition est illicite, «meismement pour la reformation et salvation du bien publique». Ceci étant, cette ferme condamnation n'implique pas de soumission passive. C'est peut-être le principal intérêt de cette glose que d'expliquer qu'il est d'autres moyens pour parvenir à la même fin. «Je respon (...) et di que combien que réformer la policie soit très grant bien, toutesvoies ce ne est pas a faire fors par bon moyen. Et autres manieres sunt de corriger princey que par sedition. Car selon Aristote (...) toute la multitude ensemble a posté ordinaire de corriger les princes. Et quant tous ensemble ou les députés a ce funt teles corrections d'une volenté, ce ne est pas sedition et si ne resistent pas a la posté, car ils ont puissance souveraine.» Cette incidente replace instantanément l'auteur dans la ligne de l'aristotélisme politique après qu'il s'en eut démarqué sur la question particulière du droit de résistance. Evacuant le moyen de la violence, Oresme n'en proclame pas moins sous le couvert du Stagiritte le droit de la «multitude» ou des «députés» à «corriger» le prince. Incidente capitale, qui découvre un axe essentiel des préoccupations et de la pensée politiques du théologien. La réforme de la policie ne démontrant que la mise en œuvre de la «puissance souveraine», elle ne saurait être confondue avec la rébellion. Il faut alors instruire Charles V des droits de cette communauté souveraine.

Nombreuses sont les gloses consacrées à l'approfondissement doctrinal de cette conviction fondamentale qui avait déjà inspiré le «Traité des monnaies». Oresme a sous les yeux les commentaires des ses prédécesseurs Albert le Grand, saint Thomas et Pierre d'Auvergne. Ils l'ont familiarisé avec l'idée que les multitudes ont vocation à reconnaître ce qui est utile à leurs cités, et que le danger serait grand de refuser au peuple toute participation à la vie politique¹⁸. Comme eux, il limite cette capacité aux «multitudes» qui ne sont pas «bestiales et serviles» et développe une conception très restrictive du citoyen. Même dans les monarchies royales, où le prince s'honore de gouverner un peuple libre, la qualité de citoyen n'est pas reconnue à tous, mais aux individus qui, dotés de «vertu politique» ou de «prudence politique» sont habiles à «conseiller, juger et ordener de la chose publique». En sont exclus les bannauses, cultivateurs, gens de métiers ou marchands, trop peu libres d'esprit et dénués des qualités

¹⁷ Ed. cit. 174-175, 361 et 371.

¹⁸ *Mario Grignaschi*, Quelques remarques sur la conception du pouvoir législatif dans la scolastique, dans: *Revue Belge de Philologie et d'Histoire* 61 (1983) 794-797.

nécessaires¹⁹. La multitude agissant politiquement ne peut être que la «multitude raisonnable». Ici surgit de manière déterminante l'influence de Marsile de Padoue: «ou livre intitulé *deffensor pacis*, il expose ainsi que la multitude doit avoir la domination des plus grans personnes et des melleurs». Par conséquent, alléguer les droits de la multitude «... est à entendre de multitude raisonnable, et encor non pas universelment»²⁰. Conforté par sa source marsilienne, et à la différence des premiers commentateurs qui n'avaient pas tranché entre les droits souverains du groupe et ceux du prince, Oresme n'hésite pas à affirmer la supériorité de la «valentior pars»: «La puissance royal est en telle maniere que elle est plus grande que celle de quelcunques subject, et est mendre que ne est la puissance de tous ensemble ou de la plus vaillant partie.»²¹ Et, quelques pages plus loin, de poser clairement le problème de savoir «a qui appartient la souveraineté de la policie». S'agissant du régime royal, il est «expedient que tele multitude raisonnable ou partie de elle ait ceste puissance. (...) Meisment car toute cette multitude de laquele le roy et son familier conseil sunt une petite partie scet miex considerer et ordener tout ce qui est bon pour la chose publique. Et aussi, ce que tous funt et appreuvent est plus ferme et plus estable, plus acceptable et plus agreable a la communauté, et donne moins occasion de murmure ou de rébellion que se il estoient autrement.»²² Chaud partisan de la monarchie héréditaire, gage d'unité et de paix²³, Oresme n'en tire aucun avantage quant à l'exercice du pouvoir. Au roi «le gouvernement cotidian quant a distribution d'offices», quant à la justice et à l'application des lois. Mais s'agissant de «la constitution ou mutacion et acceptation des lays», «de la correction des princes ou cas ou il abuseroient de leur dignité et que il dissiperoient et destruiroient le bien publique», s'agissant aussi de «la réformation de la policie», le droit de la «multitude raisonnable» est entier²⁴.

Il n'est pas exact qu'Oresme «ne préconise aucun moyen de contrôle, n'avance aucun projet d'établissement d'une institution destinée à assurer le respect de ses principes»²⁵. Après avoir rappelé que les tyrans «nue current de assemblees de peuple, mes les ont suspectes, et aucunes foiz les deffendent...», il détermine au contraire comment dans une monarchie non despotique «ceste multitude (raisonnable) doit estre assemblee». Renvoyant aux pratiques conciliaires de l'Eglise primitive, il suggère la périodicité: «Premièrement, il est possible que par la lay est ordené et assigné temps déterminé quant ceste assemblee doit estre faite.» Il envisage ensuite que par voie législative

¹⁹ Voir à la table des «fors mos» la définition du «bannause», et à la «table des notables» les termes «citoyens» et «multitude» avec leurs renvois aux nombreux passages où les exemples démocratiques tirés d'Aristote se voient adaptés à la réalité des structures et des mentalités hiérarchiques de l'époque. Ed. cit. 360, 364, 370.

²⁰ Ed. cit. 137.

²¹ Ed. cit. 241 et 274. Pour l'influence de Marsile de Padoue sur Oresme, cf. *Jeannine Quillet*, *La philosophie politique du Songe du vergier* (1378). Sources doctrinales (Paris 1977) 124 et suiv.

²² Ed. cit. 274.

²³ *J. Krynen* (article cité à la note 16).

²⁴ Ed. cit. 137, 142 et 274.

²⁵ *Shulamith Shabar*, Nicole Oresme, un penseur politique indépendant de l'entourage de Charles V, dans: *L'information historique* 32 (1970) 208. Cette erreur peut être expliquée par le fait que cet auteur n'a pas utilisé le manuscrit autographe (Avranches 223) édité par *A. D. Menut*.

soient «determinés et désignés certains cas lesquelz quant il aviennent, il convient faire ceste assemblée»²⁶. En Grèce, explique-t-il aussi, il arrivait qu'une autorité publique (aréopage?) possédât l'initiative de convoquer la multitude. De même, indique-t-il enfin, dans un régime aristocratique ou royal, les gouvernants «ont puissance de faire ceste congregation, et la doivent faire toutes foiz que les cas le requierent et il est possible ou quant il sunt requis deuement». Oresme, c'est vrai, ne cite pas nommément les Etats généraux. Mais ceux-ci, à l'évidence, ne se trouvent-ils pas derrière cette définition de la multitude raisonnable et de ses droits souverains: «en commune policie ... (aristocratie ou royaume) la multitude non pas la populaire mes la multitude et congregation universele de tous les princeys (autorités publiques) ou offices et principalz citoiens a la souveraine domination et la correction ou alteration des particuliers princeys ou offices et le ressort ou cognoissance des tres grandes questions, et a elle appartient la reformation de la policie, et composer ou muer ou approuver et accepter les lays»?²⁷

Explorant encore plus avant la doctrine d'Aristote, le théologien prévient que le roi qui ne respecte pas la souveraineté de la multitude devient tyran et se prépare fatalement à la chute. La tyrannie peut être viable lorsqu'elle s'exerce «sus gens qui sunt naturellement sers». Dans les royaumes, où les sujets sont «frans par nature», la tyrannie «ne peut longuement durer»²⁸. Oresme le répète de nombreuses fois faisant écho aux derniers chapitres du «Traité des monnaies» où il déclarait, sur le fondement de la liberté ancienne des Français, que «la servitude leur seroit inexpédiant, involuntaire et oppressive, et par conséquent, violente, et par ainsi donques non durable». Adversaire de la sédition, jamais pour autant il n'en écarte le risque face au monarque qui sombre dans la tyrannie. De longs passages du commentaire sur la Politique portent condamnation de l'influence délétère des légistes, incarnation moderne des «adulateurs et flatteurs» qui traditionnellement «traient les roys a tyrannie». En faisant croire au prince qu'il est au-dessus des lois, et en agitant pour lui les maximes du droit divin, ils aggravent la tendance naturelle du pouvoir à abuser de la puissance²⁹. Fort inquiet de l'évolution contemporaine de la monarchie française, et soucieux d'épargner au Valois les «périls de sedition», Oresme prend à cœur de lui livrer les enseignements d'Aristote sur la «conservation des royaumes». L'ayant instruit des droits souverains de la communauté, il fait de la «posté modérée» l'axe de conduite du prince: «la posté du roy selon la nature de princey royal est en tel maniere moderee et amesuree que elle est mendre sus son peuple que ne est la posté du peuple. Et avec ce, le roy est sous la lay (...). Et est le tyran pardessus la lay. Et donques s'ensuit il que par accressance de posté sus ses subgés, royaume tent et se trait vers tirannie et, par consequent, a sa fin. (...) Donques s'ensuit il que tenir ceste posté ou moien sans accressement ou la reduire et ramener au moien fait a la conservation des royaumes.» Suit un développement sur la déchéance de la policie des Romains après la *lex regia* lorsque «le peuple transporta ou bailla

²⁶ La fameuse ordonnance du 3 mars 1357 imposée par les Etats de février le prévoyait. *R. Ca-zelles*, Société politique 243.

²⁷ Ed. cit. 274.

²⁸ Ed. cit. 184, 242, 252 et 349.

²⁹ *J. Krynén* (article cité à la note 16).

toute posté au prince ...». A la «plenitude de posté», ce parfait contre-exemple issu des «sophismes» des juristes, le théologien oppose la «posté modérée», cette règle «tres principal» qui fait les royaumes «longuement durer». Voilà qui nous édifie sur la compétition qui règne alors dans l'entourage du roi entre les partisans de l'absolutisme du pouvoir et les conseillers autrement soucieux de faire valoir les droits de la communauté. Face à un roi lettré, la compétition se déroule aussi sur le terrain doctrinal, «la science de politiques» traduite et commentée fournissant désormais les principes de cette «prudence politique» censée échapper totalement aux juristes³⁰.

Aristotélisme contre droit romain. C'est un des grands apports de ce commentaire sur la Politique que d'avoir placé les intellectuels français en situation de contester une royauté revêtu de longue date d'attributs impériaux³¹ et capable le cas échéant d'en user. La vingtaine de manuscrits recensés atteste la diffusion de l'œuvre, et pour preuve de son influence nous n'évoquerons ici que l'exemple de Philippe de Mézières, précepteur de Charles VI.

Son «Songe du vieil pèlerin», achevé en 1389, atteste amplement de la permanence de l'idéal réformateur. L'auteur fait partie de cette génération d'intellectuels marqués par l'action des Etats de 1356-1358. Il a connu Oresme, «très subtil et real philozofe, des meilleurs qui fust depuis Aristote», et recommande au jeune Charles VI la lecture de sa traduction des Ethiques et de la Politique³². De vastes pans du «Songe» sont consacrés à l'accréditation des idées de reformatio auprès du roi. Dans la plus pure tradition réformatrice, Mézières attribue les malheurs du royaume à l'influence des mauvais conseillers, à la déplorable gestion et aux vices incroyables des officiers royaux, de finance et de justice. Ainsi que l'avaient déjà envisagé les assemblées une trentaine d'années auparavant, la mise au pas de la bureaucratie royale, jugée pléthorique et envahissante, lui paraît être une tâche prioritaire³³.

Que Mézières ait voulu réactiver les plans de réforme, comme s'ils n'avaient été que provisoirement mis en échec, est démontré en termes transparents dans un passage du «Songe». Alors qu'Oresme n'y faisait pas d'allusions franches, le précepteur de Charles VI explique que la «rébellion» de Paris et de quelques bonnes villes «desirans servir a Saul contre David» (entendons servir Charles de Navarre en lutte contre le dauphin), a contraint Charles V à rejeter les propositions faites par les Etats pour réformer le système des aides. Mais aujourd'hui, poursuit-il, «il est tout autrement, car tout le peuple gallican, l'église, les nobles et toutes les bonnes villes, au jeune Moyse couronne (Charles VI), souverain maistre de la nef francoise, et non autre, en vraye amour et pardurable dilection et reverence naturelle, sont vrais obeissans»³⁴. Il appartient donc au roi de relever les sujets de toutes les fautes passées, «de prandre confiance de leur bonne volente et loyaute» et, en somme, d'entreprendre avec les trois ordres cette

³⁰ Ibid.

³¹ Voir le «Songe du vergier» (1378), de quatre ans postérieur au commentaire d'Oresme, et commandité lui aussi par le roi (spécialement le tome I, éd. Marion Schnerb-Lièvre, Paris 1982, 28-29, 44-46, 56-57, 155, 195, 231, 281 et 285), exemple achevé de la romanisation de la doctrine monarchique.

³² Ed. George William Coopland (Cambridge 1969) t. 1, 618 et t.2, 222.

³³ Ed. cit. t.1, 457-507, 363-364 et 392-393 notamment.

³⁴ Ed. cit. t.2, 397.

réformation tellement nécessaire, malheureusement empêchée par «la grande tempête» de 1358.

Si la foi réformatrice de Mézières s'exprime en bien des matières, c'est en regard des questions fiscales qu'elle s'identifie le plus étroitement au contenu et à l'esprit des réformes tentées précédemment par les députés³⁵. En outre, lui qui admire tant Oresme, située sur le même registre que le «Traité des monnaies» son plaidoyer pour une juste et saine politique fiscale. Sa démonstration exalte constamment cette marque essentielle du tempérament national, forgée par l'histoire, que démontrent les Français farouchement attachés à leurs libertés. Comme si le destin du royaume était en train de se jouer, il place lui aussi le pouvoir à la croisée des chemins: soit il respecte les franchises anciennes du royaume, sa longue tradition de liberté, et une réforme fiscale vient mettre en accord les exigences étatiques avec la nature profonde du peuple, soit il poursuit ses agissements despotiques, et prend le risque de sombrer à brève échéance.

A partir de Philippe VI, explique Mézières, les Français ont «débonnairement et volontairement» offert de contribuer à la défense du royaume. Mais, consenties par les trois Etats dans un bel élan de patriotisme et de fidélité au prince, les aides ont été détournées de leur destination militaire. Mal employées, et même outrageusement accaparées par les officiers et les conseillers, leur multiplication est devenue insupportable au peuple. Converties en charges permanentes et forcées, ces aides ont provoqué les «trahisons et rebellions» passées. Encore aujourd'hui les sujets «murmurent, et non sans raison». Il est urgent que le roi leur rende justice. Cette tâche ne résulte pas du seul «amour» qu'il doit leur témoigner. De toute ancienneté les Français descendants des Troyens sont un peuple libre, le plus libre du monde, et c'est la gloire de Charles VI «d'estre roy des francs appelez et non pas des serfs et des esclaves». «Entre tous les peuples crestiens, le peuple gallican et de nom et de fait est singulièrement frans et loy(au)ment et naturellement subgiez au noble roy de France, qui les doit gouverner et traictier franchement, et en paix et en guerre, selon les franchises anciennes du royaume de Gaule.» Ce sont les accents du «Traité des monnaies». Qu'ils soient repris directement ou non d'Oresme, ils illustrent ce topos du discours réformateur célébrant constamment la franchise des sujets³⁶. Le précepteur royal sait parfaitement qu'il combat ce faisant l'opinion des flatteurs qui font pression sur le souverain, lui expliquant «souventefois» que les sujets ne servent pas la majesté royale comme ils le devraient, et qu'ils ne font pas leur devoir. Il est donc conscient, comme l'avait été Oresme, de la puissance du courant absolutiste parmi les sphères gouvernementales, insufflé par ces conseillers pour qui «les francois doivent servir et aidier au roy selon sa volonté absolue et d'abondant». Sachant les influences qui s'exercent sur le jeune roi, il ne craint pas d'insister, et de faire de «la franchiment» des sujets un impératif du gouvernement à venir de Charles VI: «ou tu es vray roi naturel et par grace des frans, ou tu es roy des serfs et des esclaves. Se tu es roy des frans, comme tu es, ce que ne peuvent pas dire les autres roys de leurs subgiez, raisonnablement les Francois, tes subgiez,

³⁵ Ibid. 362-406.

³⁶ Topos du discours extrémiste également. Voir les lettres d'Etienne Marcel aux Flamands, dans: *R. Cazelles*, Etienne Marcel 307-308 et 312-313.

vrais obeissans, et de fait et de nom doivent estre appelez francs. Et se par aucune possession royalle contre leur voulente ilz seront asserviz, en ce, beau filz, tu auroyes perdu la substance de ton nom et de ta gloire naturelle.»

Pour regagner la confiance des sujets, Mézières croit indispensable la tenue d'un «grant conseil» des trois états du royaume, le Valois suivant en cela l'exemple des «villants et sains predecesseurs roys de France». Par une «doulce reformation et expediente declairacion», les droits et les devoirs des sujets seraient «refroischez et recapitulez clerement». Seul le dialogue avec les Etats généraux peut ramener le royaume à sa «vraye liberte et franchise» et, partant, à «l'amour naturelle» de son chef³⁷. Cette réhabilitation des Etats généraux prend toute sa valeur quand on se souvient que les dernières années de Charles V avaient été marquées par un gouvernement personnel, et que les assemblées de 1380 et de 1381 avaient été accompagnées d'un renouveau des révoltes urbaines.

On le voit. Une même sensibilité politique et nationale unit l'auteur du «Songe du vieil pèlerin» à Oresme. Le temps des rébellions serait-il vraiment passé que Mézières entend toujours le peuple qui gronde. Face à un roi de vingt ans que guette l'absolutisme montant, il croit lui aussi devoir l'avertir que son peuple gallican, hostile par tempérament à l'allure tyrannique du nouveau pouvoir d'Etat, ne saurait s'accoutumer «à subjection servile». Écoutons-le une dernière fois conseiller Charles VI: «Or te garde bien (...) d'enfreindre ne de violer la (...) franchise de tes loyaux subgiez... Car il te doit souvenir, Beau Filz, que se (...) a service et aide tu efforceras tes subgiez par puissance absolue encontre leur volente et ancienne liberte, premierement tu perdras les cuers de tes subgiez, qui envers toy seront divisez; et si tu te treuves en bataille, tu devroyes doubter et seras en peril de recevoir villenie (...). Et finalement, se ainsi le fasoies, la gloire de ton nom tu perdroies et ne seroies plus appelle roy des frans, mais seroies reppute comme un tyran.»

Liberté, supériorité de la loi sur le prince, droits de la communauté, royauté modérée ... A partir d'Oresme, grand vulgarisateur d'Aristote, le courant réformateur se trouve doté d'un arsenal de concepts et d'idées maîtresses faisant corps de doctrine. L'idéal de réforme est devenu projet politique face aux menées tyranniques des thuriféraires de la «puissance absolue».

Comment l'aristotélisme politique oresmien n'aurait-il pas influencé les grands universitaires du règne de Charles VI, eux aussi tellement impliqués dans les crises de l'Etat?

³⁷ Ed. cit. t.2, 385-392.